

Paris, le 11 février 2020

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Journée européenne du 112 : urgence à le concrétiser en France !

En cette journée européenne du 112, l'Assemblée des Départements de France rappelle son attachement à la mise en place rapide de ce numéro unique de réception des appels d'urgence.

Ce projet, qui doit mettre fin à une profusion de numéros dédiés (15, 17,18, 112,115 ...) devenue illisible pour nos concitoyens, permettra le renforcement de la coordination des différents services (sapeurs-pompiers, SAMU, police nationale et gendarmerie nationale).

L'ADF appelle donc à ce que les décisions attendues tout prochainement, tant en matière de réception des appels d'urgence que de la mise en place d'un service d'accès aux soins, aboutissent à la seule option cohérente : un numéro unique pour l'ensemble des situations urgentes, médicales ou non

Alors que des propositions ont vu le jour, qui préconisent l'adoption parallèle d'un 113 pour l'ensemble des situations médicales (urgentes ou non), la persistance de deux numéros contreviendrait à la volonté exprimée par le Président de la République en 2017. Cette dernière portait clairement l'ambition d'une réelle convergence des appels aux secours vers un seul numéro.

Enfin, le traitement des appels urgents impliquant aussi celui des situations non urgentes, cette journée européenne du 112 est l'occasion de rappeler que sa mise en place, telle qu'évoquée ci-dessus ne s'oppose pas à celle concomitante d'un 116 117, déjà expérimenté, pour les demandes de soins non programmées ou de conseil médical.

A PROPOS DE L'ADF :

L'Assemblée des Départements de France (ADF) est une association pluraliste qui réunit les Présidents des 104 collectivités adhérentes, dont 101 Départements.

Elle remplit une triple mission :

- Représenter les Départements auprès des pouvoirs publics
- Constituer un centre de ressources permanent pour les Conseils départementaux
- Offrir aux élus départementaux les moyens de confronter leurs idées, d'échanger leurs expériences et d'arrêter des positions communes sur les grands dossiers nationaux.